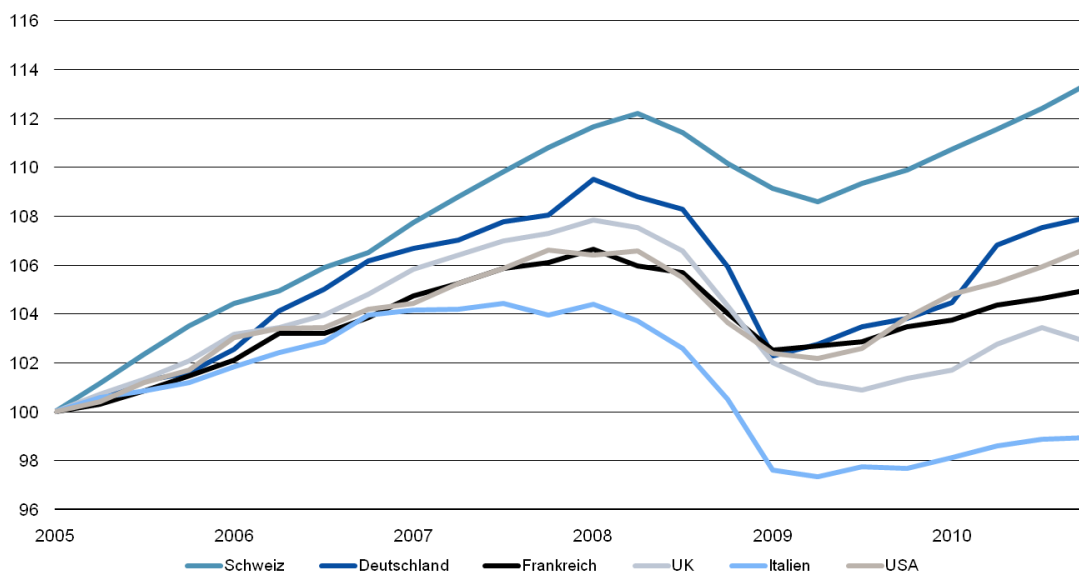


## Emplois

### Renforcer les PME, créer des emplois

**Le PLR.Les Libéraux-Radicaux souhaite que chaque habitant de ce pays puisse avoir des perspectives d'avenir; le travail en fait partie. La politique ne crée pas d'emploi, ce sont les nombreuses petites, moyennes et grandes entreprises qui le font. La politique doit en revanche se préoccuper d'assurer des conditions-cadres optimales. C'est l'une de ses missions centrales. Cela relève de notre responsabilité. Le PLR veut renforcer les PME et favoriser la création d'emplois – par amour de la Suisse.**

Notre Suisse a su résister avec succès à la plus grande crise économique et financière de ces cinquante dernières années. Le taux de chômage est déjà retombé en dessous de 3% (août 2011). L'industrie et la place financière suisses se complètent et comptent parmi les leaders sur les marchés mondiaux. Les entreprises des secteurs de l'horlogerie, des produits pharmaceutiques, des machines, des assurances et des banques comptent, sur le plan mondial, parmi les plus grandes et les plus performantes de leur branche. Néanmoins, le tissu économique suisse se compose à 99% de PME, elles occupent deux tiers des salariés du pays. Beaucoup d'entre elles sont présentes dans la concurrence internationale, directement ou indirectement, en tant que sous-traitants d'autres entreprises exportatrices. Ainsi nos entreprises ont appris à s'adapter continuellement et à devenir de plus en plus compétitives, faisant de la Suisse, l'un des pays les plus concurrentiels au monde.



#### Forte croissance de la Suisse (PIB)

Source : Reuters EcoWin



Il faut veiller à conserver ces avantages. La force du franc suisse exerce une énorme pression sur nos entreprises. De nouveaux concurrents provenant d'Asie et d'Amérique latine progressent rapidement. En Suisse, la gauche se radicalise et devient dangereuse dès lors qu'elle prétend abolir l'économie de marché. Elle crée ainsi une volonté de durcir la législation et d'augmenter fortement l'intervention de l'Etat dans l'économie. Enfin, la gauche souhaite augmenter les impôts afin que des mesures d'encouragement, détruisant complètement la valeur du travail, tel que « un salaire pour tous », puissent être financées.

Le PLR se bat contre cette politique nuisible. Afin de contrer les effets d'un franc fort, nous demandons une offensive générale contre les coûts de production élevés, d'origine étatique, que doivent supporter nos entreprises. Cela signifie un arrêt de la bureaucratisation rampante, une baisse des impôts et des taxes ainsi que l'ouverture de nouveaux marchés pour nos entreprises grâce aux accords de libre-échange. Une étude scientifique de l'USAM publiée en janvier 2011 montre que le PLR est le parti le plus proche des PME et démontre ainsi notre engagement en faveur de l'emploi. En effet, les 16 premières places du classement sont attribuées à des conseillers nationaux PLR.

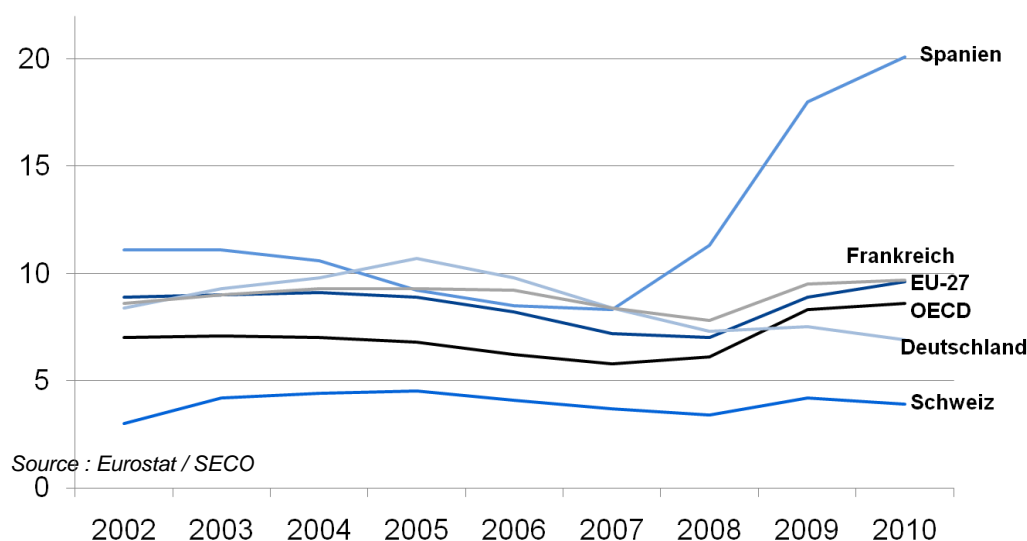
## 1. Buts du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Mettre fin à la bureaucratie absurde;
- › Un droit du travail libéral;
- › Un système de formation duale;
- › Un accès aux marchés internationaux;
- › Un meilleur échange des savoirs avec le milieu de la recherche.

## 2. Mesures et exigences du PLR. Les Libéraux-Radicaux

### 2.1. Nouveaux emplois grâce à un marché du travail flexible

Le marché du travail suisse est flexible. Les procédures de licenciement sont relativement simples, ceci étant compensé par une assurance chômage plutôt généreuse. Ainsi, dans les périodes de croissance, les entreprises créent rapidement des emplois et les jeunes travailleurs ne doivent pas se contenter durant des années d'emplois temporaires. Cela assure un haut niveau d'emploi. Avec un taux de chômage d'environ 3% (août 2011), on peut presque parler de plein emploi. En Suisse, les grèves sont très rares. Il en va tout autrement en Espagne où la politique du marché du travail est gérée par la gauche. Une personne sur cinq y est sans travail, et le chômage des jeunes atteint même 40%. Par peur de ne pouvoir réduire les emplois en période de récession les entreprises n'en créent pas en période de croissance. Les jeunes salariés doivent se contenter d'emplois temporaires d'une durée limitée à six mois.



Taux de chômage bas en comparaison internationale

#### Nos exigences:

- › Aucun renforcement de la protection contre les licenciements, notamment pour les représentants syndicaux;
- › Aucun salaire minimum obligatoire qui contribue à réduire les places de travail.

## 2.2. Davantage d'argent disponible à la fin du mois

La majeure partie du salaire d'un travailleur devrait pouvoir lui revenir. Néanmoins, dans de nombreux pays, plus de la moitié de son salaire part en impôts afin de financer un système de protection sociale très coûteux. Souvent les coûts salariaux effectifs, atteignent, pour une entreprise, le double du salaire de base. La situation est tout autre en Suisse. Les coûts salariaux accessoires restent encore relativement stables et bas. Toutefois, l'augmentation des prélèvements destinés à renflouer l'assurance chômage hautement déficitaire ainsi que la hausse de ceux alimentant le régime des allocations pour perte de gains sont des signaux clairs. Les réformes de l'AVS et de l'AI ne doivent plus attendre. Sans des réformes rapides, les conséquences du surendettement des assurances sociales devront être supportées par les employeurs et les employés et des emplois disparaîtront.

#### Nos exigences:

- › Une révision rapide de l'AVS (âge de la retraite à 65 ans pour les femmes et frein à l'endettement) et de l'AI dans le but d'éviter l'augmentation des coûts salariaux accessoires.

## 2.3. Des impôts plus bas et plus simples

Des impôts plus bas profitent autant aux entreprises qu'aux citoyens et permettent de nouveaux investissements et la création d'emplois. La concurrence internationale se fait de plus en plus vive. La Suisse doit pouvoir concurrencer les meilleurs en matière d'imposition des entreprises, car nous sommes hélas parmi les plus chers en ce qui concerne les salaires et les loyers. En comparaison des pays de l'OCDE, la Suisse figure dans la première moitié du classement pour ce qui concerne l'imposition des entreprises.

#### Nos exigences:

- › L'utilisation du différend fiscal avec l'Union européenne pour développer des exceptions conformes aux réglementations européennes et la réduction de l'imposition de toutes les entreprises;
- › L'abolition du droit de timbre d'émission en 2011 ainsi que du droit de timbre dans sa totalité en 2015;
- › Un taux unique pour la TVA à 5,5 %.

## 2.4. Investir dans la formation pour assurer des emplois

Notre matière première la plus précieuse est le savoir de nos salariés. Il est important d'investir dans la formation de nos enfants pour leur assurer de bons emplois dans le futur. Le système de formation doit s'améliorer continuellement. Les universités de pointe ainsi que le système dual de formation professionnelle ne s'excluent pas – ils sont nécessaires et complémentaires à notre économie.

#### Nos exigences:

- › Une augmentation des moyens financiers pour la formation dans la prochaine législature;
- › Une formation orientée vers la performance de l'école obligatoire à l'université avec une entrée plus précoce dans le système scolaire, des notes à tous les degrés ainsi que l'objectif du trilinguisme au moment de terminer son école obligatoire;
- › La réduction de la charge administrative pour les entreprises afin de faciliter l'engagement d'apprentis;
- › Le renforcement de la position de pointe de nos hautes écoles grâce à des réformes, à la concurrence et à l'encouragement de leur autonomie.

## 2.5. Le travail doit être valorisé (y compris pour les mères de famille)

Les femmes peinent à concilier leur vie familiale et professionnelle et sont contraintes d'abandonner leur travail pour se consacrer à leur famille. La principale raison de ce choix repose bien souvent sur le manque de valorisation du travail. Des impôts plus élevés, des réductions de primes d'assurance maladie plus faibles et un prix des crèches fixé en fonction du revenu constituent autant d'éléments décourageants. Cela induit un important gaspillage de personnes formées, qu'il s'agit de corriger. La conciliation entre vie de famille et vie professionnelle doit être améliorée. Nous voulons que les parents puissent prendre leur décision librement et ne pas être condamnés à faire un choix basé sur le montant des impôts où le prix des crèches.

### Nos exigences:

- › L'augmentation de la déduction des frais de garde d'enfants de 10'000 (2011) à 24'000 francs;
- › L'abolition de la bureaucratie qui entoure les crèches. Pour garder nos enfants, ni un diplôme universitaire, ni des réglementations de construction ayant un coût élevé ne sont nécessaires;
- › Eviter la bureaucratisation de la garde des enfants: les parents, et non l'Etat, doivent pouvoir décider librement qui a la compétence de garder leurs enfants. Qu'il s'agisse de tantes, de grands parents ou d'amis, ni cours, ni autorisations ne doivent être nécessaires;
- › Le développement de structures d'accueil parascolaire dans les communes.

## 2.6. Accès à de la main d'œuvre qualifiée grâce aux accords bilatéraux

La possibilité d'avoir accès à un personnel bien qualifié et engagé est l'un des facteurs d'attraction les plus importants de la Suisse. Aucun autre pays n'est, comparativement à sa taille, aussi attractif pour les entreprises actives internationalement ou les nouvelles entreprises multinationales venant d'Asie ou du continent américain. Le problème auquel est confronté la Suisse réside dans le manque de main d'œuvre spécialisée dans certains domaines, qu'aucune réforme de notre système de formation ne parvient totalement à combler. Avant les accords bilatéraux avec l'Europe, le manque de spécialistes avait un effet nuisible sur la croissance. C'est ce même déficit de spécialistes qui a condamné la Suisse à rester à la traîne dans les années 90. L'effet salvateur de l'accord sur la libre circulation des personnes a contribué au développement rapide de la croissance économique et à la création de plus de 100'000 emplois qui ont résisté à la crise. L'attractivité et la croissance de l'économie suisse a aussi des effets pervers, notamment sur le marché immobilier qui connaît une « surchauffe » ou sur le développement de plus en plus important des centres urbains et des infrastructures. Des mesures d'accompagnement sont nécessaires. Le PLR considère que les accords bilatéraux sont la voie royale sur laquelle la Suisse doit s'engager. Nous nous engageons à les défendre, contre les provocations de l'UDC ainsi que les volontés socialistes d'adhésion à l'EU. Ni un repli total, ni une adhésion ne sont dans l'intérêt de la Suisse.

### Nos exigences:

- › Un engagement clair de tous les partis en faveur de la voie bilatérale et l'arrêt des provocations de l'UDC;
- › L'octroi d'autorisations ciblées pour l'immigration de spécialistes venant de pays tiers;
- › Une autorisation de travail pour les meilleurs étudiants étrangers formés en Suisse.

## 2.7. Accès aux marchés internationaux

Nous gagnons un franc sur deux grâce aux exportations. L'Europe est l'un de nos partenaires les plus importants, même si les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine sont les marchés du futur. La Suisse est le seul pays d'Europe qui a un excédent d'exportation vers la Chine. Les pays émergents sont une chance pour notre pays. Leurs marchés doivent nous être ouverts grâce à l'OMC ou à des accords de libre-échange afin que nos entreprises ne soient plus confrontées à des obstacles douaniers tarifaires et non tarifaires. Cela permettrait de compenser un franc suisse fort. Nous devons saisir l'opportunité de conclure rapidement des accords de libre-échange avec les grands blocs commerciaux, tels que les Etats-Unis ou l'Europe. Ces accords ne doivent pas être retardés par des vellétés d'y introduire des clauses sociales ou écologiques.

### Nos exigences:

La conclusion rapide des négociations à l'OMC ainsi que des accords bilatéraux avec des pays émergents tels que la Chine, l'Inde ou l'Indonésie.

### 3. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › La lutte constante pour des conditions-cadres optimales pour les entreprises suisses, contribuant à un retour à un taux de chômage bas;
- › L'adoption de la réforme de l'imposition des entreprises en 2008;
- › Réduire au strict minimum les programmes conjoncturels;
- › La lutte contre la bureaucratie avec notre initiative populaire fédérale et nos interventions dans les parlements cantonaux;
- › Notre engagement constant et cohérent en faveur des PME – comme le montre l'étude de l'USAM, le PLR est très clairement le parti numéro 1 des PME.

Rating	Name	Partei	Kanton
80.4 %	Messmer Werner	FDP	TG
80.3	Hutter Markus	FDP	ZH
80.2	Schneider-Ammann Johann N.	FDP	BE
80.0	Triponez Pierre	FDP	BE
80.0	Kleiner Marianne	FDP	AR
79.6	Müller Philipp	FDP	AG
79.1	Favre Charles	FDP	VD
79.1	Leutenegger Filippo	FDP	ZH
79.0	Theiler Georges	FDP	LU
78.9	Müller Walter	FDP	SG
78.8	Fiala Doris	FDP	ZH
78.5	Huber Gabi	FDP	UR
78.5	Engelberger Edi	FDP	NW
77.9	Lüscher Christian	FDP	GE
77.8	Wasserfallen Christian	FDP	BE
77.7	Ruey Claude	FDP	VD

Vous trouverez plus d'informations à l'adresse suivante : [www.plr.ch/positions](http://www.plr.ch/positions)